

Prolongation

Livraison des tables-bancs : le compte n'y est toujours pas



Le ministre Florentin Moussavou assistant à la cérémonie de livraison des tout premiers tables-bancs à Nkok.



Les premiers tables-bancs livrés depuis mercredi dernier.

Photo : D.R

Photo : D.R

Josiane MBANG NGUEMA
Libreville/Gabon

Lancée en grande pompe, la semaine dernière, l'opération de chargement et de livraison des tables-bancs dans les établissements publics du bassin pédagogique de l'Estuaire, se fait désormais au compte-gouttes. Au lycée Paul Indjendjet Gondjout où les élèves ont observé un mouvement d'humeur en érigeant des barricades sur la voie publique pour réclamer ce mobilier scolaire, le déficit n'est toujours pas comblé.



Ce mobilier scolaire est attendu par plusieurs établissements de la capitale et l'intérieur du pays.

Photo : l'union

AU lendemain du mouvement d'humeur des élèves du lycée Paul Indjendjet Gondjout (LPIG), qui sont descendus dans la rue et ont érigé des barricades sur la voie publique, le mardi 13 décembre dernier, pour réclamer les tables-bancs, une opération de chargement et de livraison dudit mobilier scolaire, à destination des établissements publics du bassin pédagogique de l'Estuaire, a eu le mérite de faire baisser la pression. Avec, en filigrane, l'objectif pour le cas spécifique du LPIG, de livrer les 800 tables-bancs qui manquaient à cet établissement au plus tard cette fin de semaine.

Nkok, Sophie Bourcier, en présence d'une délégation de la direction générale du Patrimoine et d'un conseiller du ministre de l'Éducation nationale, la livraison de ce premier lot de tables-bancs, aux établissements publics du bassin pédagogique de l'Estuaire, a eu le mérite de faire baisser la pression. Avec, en filigrane, l'objectif pour le cas spécifique du LPIG, de livrer les 800 tables-bancs qui manquaient à cet établissement au plus tard cette fin de semaine.

Mme Bourcier avait d'ailleurs indiqué, à cette occasion, que les quatre unités de production mobilisées sur le site de Nkok pour la fabrication, à terme, de 170 mille tables-bancs vont accroître leur rythme de travail, afin d'honorer la convention passée entre Olam et le gouvernement gabonais. S'il a, bien sûr, été souligné, lors de la première livraison, que les autres se feront progressivement dans les établissements déficitaires où le besoin est le plus urgent, force est de constater que

le compte n'y est toujours pas, et que les autres lots sont toujours attendus. Un responsable du LPIG ayant requis l'anonymat, interrogé hier, a fait savoir qu'il reste encore plus de la moitié de 800 tables-bancs à livrer. « Nous avons encore reçu 44 tables-bancs hier (mardi) et on nous a dit qu'on aura une autre livraison demain (jeudi). Nous sommes en partie soulagés », nous a-t-il confié.

COMPTE-GOUTTES*

Du côté des élèves qui continuent de réclamer des meilleures conditions d'apprentissage, la satisfaction est à moitié. « Nous voulons tous suivre les cours étant convenablement assis. Donc, on espère que la promesse sera tenue dans les délais et que le transport des tables-bancs de salle de classe en salle de classe ou d'un bâtiment à un autre sera bientôt un lointain souvenir », a souligné une élève de Première au LPIG.

Mais ces lycéens ne sont pas les seuls à vivre cette situation, car beaucoup d'autres établissements, notamment les écoles primaires déficitaires et prioritaires dans la capitale, attendent jusqu'à présent leur premier lot

de tables-bancs. Or, à l'évidence, c'est désormais au compte-gouttes que se font les livraisons. Une situation qui amène à s'interroger sur les raisons ayant poussé le gouvernement à signer une convention avec un seul opérateur, même si le travail se fait de manière industrielle. Ces derniers estiment que la commande de 150 000 tables-bancs, étalée sur une période de 9 mois comme annoncé, en

octobre dernier à Nkok, par le ministre de l'Éducation nationale Florentin Moussavou, ne pourra pas être livrée dans les délais.

« Nous avons plusieurs centres de formation et lycées techniques où on forme des élèves et des apprentis capables de réaliser ce travail, surtout pour les établissements scolaires de l'intérieur du pays. Si tous les lycées, collèges et écoles primaires doivent attendre les tables-bancs fabriqués par une seule entreprise, tout le monde ne sera pas satisfait à temps. Entre le coût du transport et le mauvais état de la route dans certaines localités, il sera difficile de tenir ce pari », a déclaré un enseignant exerçant en province.

Au demeurant, l'autre solution envisageable pour une livraison rapide des tables-bancs, serait la sous-traitance. Mais c'est aux autorités de l'Éducation nationale que revient le dernier mot. Si tant est qu'elles veulent réellement régler de manière définitive et urgente ce problème.

Et aussi...

Quand la pression de la rue paie

FAUT-IL descendre dans la rue pour être entendu des autorités et avoir gain de cause ? C'est l'une des questions que se posent certains compatriotes au regard de la diligence avec laquelle le premier lot de tables-bancs a été livré au lycée Paul Indjendjet Gondjout (LPIG), 24 heures seulement après le mouvement d'humeur des élèves de cet établissement secondaire. Cette livraison a été obtenue dans la douleur après que les lycéens se sont mis dans la rue, entraînant la réaction des Forces de police nationale. En effet, si la conduite des jeunes est blâmable dans la forme, elle est compréhensible dans le fond, dans la mesure où il est connu de tous que le déficit des tables-bancs dans les établissements publics est criant.

Lors de sa tournée dans certaines écoles de la capitale, la ministre déléguée, chargée de l'Enseignement primaire, Lucie Akalane, a pu le constater en voyant les écoliers suivre les cours assis à même le sol. A l'intérieur du pays, le phénomène est, à la limite, devenu banal. Alors, pour éviter que le cas des élèves du LPIG ne fasse école auprès des autres, ou donne un sentiment de deux poids, deux mesures, les décideurs doivent savoir anticiper, plutôt que d'attendre et subir la pression. Ne dit-on pas que gouverner c'est prévoir ?



Les élèves du lycée Paul Indjendjet Gondjout étaient contraints de transporter les tables-bancs de classe en classe.

Photo : l'union